

Versailles le jeudi 17 décembre 2015

## **CAPL Mouvement local complémentaire cadre B**

Monsieur le Président

Encore et toujours des suppressions d'emplois.

Le déficit social induit par ces suppressions en termes de dégradation du Service Public, de la réalisation des missions et des conditions de travail des agents, se creuse d'année en année.

Au-delà des suppressions d'emplois, l'écart constaté entre les emplois implantés et les emplois réels, notamment dans les catégories C et B, conduit à des déficits significatifs dans tous les départements et particulièrement dans les Yvelines. Ce déficit d'agents génère des difficultés professionnelles et humaines au quotidien dans les services.

Il est inadmissible que les agents fassent les frais de la politique calamiteuse de la Direction Générale en matière de gestion prévisionnelle des emplois et de recrutement.

Les débuts de solution passent par une politique ambitieuse et anticipée de recrutement pour les années à venir et bien sur par l'arrêt des suppressions d'emplois.

Mais la DGFIP pense pouvoir gérer la pénurie en remettant en cause les règles de gestion très longuement négociées lors de la création de la DGFIP. Encore une restriction des droits des agents avec de lourdes conséquences humaines et sociales

Solidaires Finances Publiques revendique pour tous les agents, l'affectation nationale la plus fine possible sur des postes fixes. Ainsi l'affectation nationale à la commune constituerait une réponse à certaines RAN ou missions structures moins attractive que d'autres, certains agents refusant de prendre le risque d'une mobilité qui dégraderait plus qu'elle n'améliorerait leur situation actuelle.

### **Pour conclure :**

Solidaires Finances Publiques dénonce très fermement la remise en cause par l'administration des règles de gestion très longuement négociées lors de la création de la DGFIP.

Solidaires Finances Publiques s'oppose à toute déréglementation, dénonce et combattra toute mesure arbitraire.

Compte tenu de la situation déficitaire des effectifs du département, du nombre de poste restant vacants à l'issue du mouvement, les élus de Solidaires Finances Publiques Yvelines voteront contre le projet de mouvement local.

Ceci étant dit, nous remercions les équipes des ressources humaines qui réalisent un travail de grande qualité.